

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

RENAULT

Société anonyme au capital de 1 126 701 902,04 euros
Siège social : 122-122^{bis} avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne-Billancourt
441 639 465 R.C.S. Nanterre
(la « **Société** »)

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les actionnaires et porteurs de parts des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) de la Société sont informés qu'ils sont convoqués en Assemblée générale mixte, le 30 avril 2025 à 15 heures à la Seine Musicale, Île Seguin - 92100 Boulogne-Billancourt, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions indiqués ci-après.

ORDRE DU JOUR**A TITRE ORDINAIRE :**

1. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et fixation du dividende ;
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur les éléments servant à la détermination de la rémunération des titres participatifs ;
5. Approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce ;
6. Approbation de la convention réglementée intitulée « Cession d'actions Nissan » conclue entre la Société et Nissan Motor Co., Ltd le 27 mars 2024 ;
7. Approbation de la convention réglementée intitulée « Cession d'actions Nissan » conclue entre la Société et Nissan Motor Co., Ltd le 26 septembre 2024 ;
8. Renouvellement du mandat de Madame Miriem Bensalah-Chaqroun en qualité d'administratrice indépendante ;
9. Renouvellement du mandat de Monsieur Bernard Delpit en qualité d'administrateur indépendant ;
10. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Noël Desgrippes en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires ;
11. Nomination de Madame Anne-Laure de Chammard en qualité d'administratrice indépendante ;
12. Nomination de Madame Armelle de Madre en qualité d'administratrice indépendante ;
13. Nomination de Madame Constance Maréchal-Dereu en qualité d'administratrice nommée sur proposition de l'État Français ;
14. Nomination de Madame Michelle Baron en qualité d'administratrice nommée sur proposition de Nissan ;
15. Nomination de Monsieur Pierre Loing en qualité d'administrateur nommé sur proposition de Nissan ;
16. Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2024 mentionnées à l'article L.22-10-9 I du Code de commerce ;
17. Approbation des éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Jean-Dominique Senard, Président du Conseil d'administration ;
18. Approbation des éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Luca de Meo, Directeur général ;

19. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2025 ;
20. Approbation de la politique de rémunération du Directeur général pour l'exercice 2025 ;
21. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice 2025 ;
22. Autorisation conférée au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société ;

A TITRE EXTRAORDINAIRE :

23. Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue de réduire le capital de la Société par annulation d'actions détenues en propre ;

A TITRE ORDINAIRE :

24. Pouvoirs pour accomplir les formalités.

PROJETS DE RÉSOLUTIONS**Résolutions à caractère ordinaire*****Première résolution : Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2024***

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Deuxième résolution : Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration ainsi que du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Troisième résolution : Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et fixation du dividende

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'administration et des Commissaires aux comptes et après avoir constaté que le bénéfice de l'exercice s'élève à 780 719 555,36 euros et que le montant disponible pour l'affectation du résultat s'élève à 11 104 154 583,66 euros, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la manière suivante :

Résultat de l'exercice 2024	780 719 555,36 euros
Dotation à la réserve légale	-
Report à nouveau au 31 décembre 2024	10 323 435 028,30 euros
Bénéfice distribuable	11 104 154 583,66 euros
Dividendes prélevés sur le bénéfice distribuable	637 785 269 euros
Solde du report à nouveau après affectation	10 466 369 314,66 euros

Le montant du solde du report à nouveau après affectation intègre le montant des dividendes non versés aux actions auto-détenues (situation au 31 décembre 2024).

En cas de variation du nombre d'actions ouvrant droit à dividende par rapport au 31 décembre 2024, le montant global des dividendes serait ajusté en conséquence et le solde étant affecté au report à nouveau serait déterminé sur la base des dividendes effectivement mis en paiement.

Il est précisé, en application de la législation fiscale actuellement en vigueur, que la totalité du dividende d'un montant de 637 785 269 euros (déduction faite des 5 819 889 actions auto-détenues à la date du 31 décembre 2024) qui représente un dividende de 2,20 euros par action avant les prélèvements sociaux et le prélèvement forfaitaire non libératoire prévu à l'article 117 *quater* du Code général des impôts, est pour les personnes physiques résidentes fiscales en France, éligible à l'abattement de 40% mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts en cas d'option pour l'imposition suivant le barème de l'impôt sur le revenu.

Le dividende à distribuer sera détaché de l'action le 8 mai 2025 et sera mis en paiement le 12 mai 2025.

L'Assemblée générale décide que, conformément aux dispositions de l'article L.225-210 du Code de commerce, le montant du dividende correspondant aux actions que la Société viendrait à détenir lors de la mise en paiement sera affecté au compte « *report à nouveau* ».

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents et les revenus éligibles à l'abattement visé au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts, ont été, par action, les suivants :

	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
Dividende par action	0 €	0,25 €	1,85 €
Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 %	0 €	0,25 €	1,85 €
Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40%	-	-	-

Quatrième résolution : *Rapport des Commissaires aux comptes sur les éléments servant à la détermination de la rémunération des titres participatifs*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux comptes sur les éléments servant à la détermination de la rémunération des titres participatifs, statuant sur ce rapport, prend acte des informations relatives aux éléments servant à la détermination de la rémunération des titres participatifs.

Cinquième résolution : *Approbation des conventions et engagements réglementés visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux conventions et engagements réglementés visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, prend acte des informations relatives aux conventions et engagements conclus et autorisés au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution a été poursuivie au cours du dernier exercice qui y sont mentionnées.

Sixième résolution : *Approbation de la convention réglementée intitulée « Cession d'actions Nissan » conclue entre la Société et Nissan Motor Co., Ltd le 27 mars 2024*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux conventions et engagements réglementés visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, prend acte dudit rapport et approuve la convention intitulée « Cession d'actions Nissan » en date du 27 mars 2024, conclue entre la Société et Nissan Motor Co., Ltd, telle que préalablement autorisée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 26 mars 2024 et décrite dans le rapport précité.

Septième résolution : *Approbation de la convention réglementée intitulée « Cession d'actions Nissan » conclue entre la Société et Nissan Motor Co., Ltd le 26 septembre 2024*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes relatif aux conventions et engagements réglementés visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, prend acte dudit rapport et approuve la convention intitulée « Cession d'actions Nissan » en date du 26 septembre 2024 conclue entre la Société et Nissan Motor Co., Ltd, telle que préalablement autorisée par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 20 septembre 2024 et décrite dans le rapport précité.

Huitième résolution : *Renouvellement du mandat de Madame Miriem Bensalah-Chaqroun en qualité d'administratrice indépendante*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, renouvelle le mandat d'administratrice de Madame Miriem Bensalah-Chaqroun pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Neuvième résolution : Renouvellement du mandat de Monsieur Bernard Delpit en qualité d'administrateur indépendant

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Bernard Delpit pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Dixième résolution : Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Noël Desgrippes en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, renouvelle le mandat d'administrateur de Monsieur Noël Desgrippes, avec pour suppléante Madame Laetitia Meurant, en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Onzième résolution : Nomination de Madame Anne-Laure de Chammard en qualité d'administratrice indépendante

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, nomme Madame Anne-Laure de Chammard en qualité d'administratrice pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Douzième résolution : Nomination de Madame Armelle de Madre en qualité d'administratrice indépendante

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, nomme Madame Armelle de Madre en qualité d'administratrice pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Treizième résolution : Nomination de Madame Constance Maréchal-Dereu en qualité d'administratrice nommée sur proposition de l'Etat Français

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, nomme Madame Constance Maréchal-Dereu en qualité d'administratrice pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Quatorzième résolution : Nomination de Madame Michelle Baron en qualité d'administratrice nommée sur proposition de Nissan

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, nomme Madame Michelle Baron en qualité d'administratrice pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Quinzième résolution : Nomination de Monsieur Pierre Loing en qualité d'administrateur nommé sur proposition de Nissan

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, nomme Monsieur Pierre Loing en qualité d'administrateur pour une durée de quatre ans, soit jusqu'à l'Assemblée générale de 2029 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2028.

Seizième résolution : *Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux versée au cours ou attribuée au titre de l'exercice 2024 mentionnées à l'article L.22-10-9 I du Code de commerce*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce, approuve, en application de l'article L.22-10-34 I. du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L.22-10-9 I. du Code de commerce qui y sont présentées, telles qu'elles figurent dans les chapitres 3.2.2 et 3.2.3 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

Dix-septième résolution : *Approbation des éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Jean-Dominique Senard, Président du Conseil d'administration*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Jean-Dominique Senard, Président du Conseil d'administration, tels qu'ils figurent au chapitre 3.2.2.1 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

Dix-huitième résolution : *Approbation des éléments fixes et variables composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à Monsieur Luca de Meo, Directeur général*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce, approuve, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-34 II. du Code de commerce, les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Luca de Meo, Directeur général, tels qu'ils figurent au chapitre 3.2.2.2 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

Dix-neuvième résolution : *Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2025*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux qui ont été fixés par le Conseil d'administration, approuve, en application des dispositions de l'article L.22-10-8 II. du Code de commerce, la politique de rémunération du Président du Conseil d'administration pour l'exercice 2025, telle que présentée au chapitre 3.2.4.1 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

Vingtième résolution : *Approbation de la politique de rémunération du Directeur général pour l'exercice 2025*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux qui ont été fixés par le Conseil d'administration, approuve, en application des dispositions de l'article L.22-10-8 II. du Code de commerce, la politique de rémunération du Directeur général pour l'exercice 2025, telle que présentée au chapitre 3.2.4.2 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

Vingt et unième résolution : *Approbation de la politique de rémunération des administrateurs pour l'exercice 2025*

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-37 du Code de commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux qui ont été fixés par le Conseil d'administration, approuve, en application des dispositions de l'article L.22-10-8 II. du Code de commerce, la politique de rémunération des

administrateurs pour l'exercice 2025, telle que présentée au chapitre 3.2.4.3 du Document d'enregistrement universel 2024 de la Société.

Vingt-deuxième résolution : Autorisation conférée au Conseil d'administration en vue d'opérer sur les actions de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration :

1. autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, conformément aux dispositions des articles L.22-10-62 et suivants du Code de commerce, à acheter ou faire acheter, en une ou plusieurs fois et aux époques qu'il fixera, un nombre d'actions de la Société ne pouvant excéder 10% du nombre total des actions composant le capital social, à quelque moment que ce soit.

Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, à l'exclusion des périodes d'offre publique visant les titres de la Société.

Ce pourcentage s'applique à un nombre d'actions ajusté, le cas échéant, en fonction des opérations pouvant affecter le capital social postérieurement à la présente Assemblée générale.

Les acquisitions réalisées par la Société ne pourront en aucun cas conduire la Société à détenir à quelque moment que ce soit plus de 10% des actions composant son capital social.

2. décide que cette autorisation pourra être utilisée afin de :

i. favoriser la liquidité et animer le marché des titres de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la pratique de marché admise par l'Autorité des marchés financiers ;

ii. allouer des actions aux mandataires sociaux et aux membres du personnel de la Société et des autres entités du Groupe, et notamment dans le cadre (i) de la participation aux résultats de l'entreprise, (ii) de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants et L.22-10-56 et suivants du Code de commerce, (iii) de tout plan d'épargne conformément aux dispositions des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail, ou (iv) de toute attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants et L.22-10-59 du Code de commerce, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration appréciera ;

iii. remettre des actions de la Société lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, directement ou indirectement, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société dans le cadre de la réglementation en vigueur, ainsi que de réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le Conseil d'administration ou la personne agissant sur délégation du Conseil d'administration appréciera ;

iv. annuler tout ou partie des actions ainsi achetées, sous réserve de l'adoption de la vingt-troisième résolution de la présente Assemblée générale ou de toute autre résolution de même nature ;

v. mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers et, plus généralement, réaliser toute opération conforme à la réglementation en vigueur ;

3. décide que le prix unitaire maximal d'achat ne pourra pas être supérieur, hors frais, à cent euros (100€) par action. Le Conseil d'administration pourra toutefois, en cas d'opérations sur le capital de la Société, notamment de modification de la valeur nominale de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, ajuster le prix maximal d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action de la Société ;

4. décide que l'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués et payés par tous moyens autorisés par la réglementation en vigueur, sur un marché réglementé, sur un système multilatéral de négociation, auprès d'un intermédiaire systématique ou de gré à gré, notamment par voie d'acquisition ou de cession de blocs, par le recours à des options ou autres instruments financiers dérivés, ou à des bons ou, plus généralement, à des valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, aux époques que le Conseil d'administration appréciera ;

5. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, afin, dans le respect des dispositions législatives et

réglementaires concernées, de procéder aux allocations et, le cas échéant, aux réallocations permises des actions rachetées en vue de l'un des objectifs du programme à un ou plusieurs de ses autres objectifs, ou bien à leur cession, sur le marché ou hors marché.

Tous pouvoirs sont conférés en conséquence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, en préciser, si nécessaire, les termes et arrêter les modalités dans les conditions légales et de la présente résolution, et notamment passer tous ordres de bourse, conclure tous accords, notamment pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre autorité compétente, établir tout document notamment d'information, remplir toutes formalités, et d'une manière générale, faire le nécessaire.

Le Conseil d'administration devra informer, dans les conditions légales, l'Assemblée générale des opérations réalisées en vertu de la présente autorisation.

6. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la dix-neuvième résolution de l'Assemblée générale du 16 mai 2024, est consentie pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente Assemblée générale.

Résolutions à caractère extraordinaire

Vingt-troisième résolution : Autorisation au Conseil d'administration en vue de réduire le capital social de la Société par annulation des actions détenues en propre

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

1. autorise le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-62 du Code de commerce, à :

i. annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10% du montant du capital social existant à la date de l'annulation (c'est-à-dire ajusté en fonction des opérations intervenues sur le capital social depuis l'adoption de la présente résolution), par période de vingt-quatre (24) mois, tout ou partie des actions acquises par la Société en vertu d'un programme de rachat d'actions autorisé par les actionnaires ;

ii. réduire corrélativement le capital social et imputer la différence entre le prix de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles de son choix, y compris sur la réserve légale dans la limite de 10% de la réduction de capital réalisée ;

2. confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions législatives et réglementaires, à l'effet d'arrêter le montant définitif des réductions de capital dans les limites prévues par la loi et la présente résolution, en fixer les modalités, constater leur réalisation, accomplir tous actes, formalités ou déclarations en vue de rendre définitives les réductions de capital qui pourraient être réalisées en vertu de la présente autorisation et à l'effet de modifier en conséquence les statuts ;

3. décide que la présente autorisation, qui annule et remplace celle consentie par la vingtième résolution de l'Assemblée générale du 16 mai 2024, est consentie pour une durée de dix-huit mois (18) mois à compter de la présente Assemblée générale.

Résolution à caractère ordinaire

Vingt-quatrième résolution : Pouvoirs pour accomplir les formalités

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée générale pour accomplir toutes les formalités de dépôt et de publication prévues par la loi.

A) Conditions préalables pour participer à l'Assemblée générale

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires et porteurs de parts de fonds communs de placement d'entreprise (les « **FCPE** »), quel que soit le nombre de titres qu'ils détiennent.

Conformément aux dispositions de l'article R.22-10-28 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée générale par l'inscription en compte des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L.228-1 du Code de commerce), au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure (heure de Paris), soit dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par son mandataire, Uptevia, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité.

L'Assemblée générale étant fixée au mercredi 30 avril 2025, si vous êtes actionnaire au nominatif ou porteur de parts de FCPE, vos titres doivent être inscrits en compte nominatif au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le lundi 28 avril 2025, à zéro heure (heure de Paris).

Si vous êtes actionnaire au porteur, vos actions doivent être inscrites dans les comptes-titres au porteur tenus par votre intermédiaire habilité le lundi 28 avril 2025, à zéro heure (heure de Paris). Votre intermédiaire habilité délivrera à Uptevia une attestation de participation, en annexe au formulaire de vote par correspondance ou de procuration (le « **formulaire de vote** ») établi à votre nom.

Seuls pourront participer à l'Assemblée les actionnaires ou porteurs de parts de FCPE remplissant à cette date les conditions prévues par l'article R.22-10-28 du Code de commerce.

B) Modes de participation à l'Assemblée générale

Les actionnaires et porteurs de parts de FCPE disposent de trois possibilités pour exercer leurs droits d'actionnaire :

- assister personnellement à l'Assemblée ;
- voter par Internet ou par correspondance à l'aide d'un formulaire de vote papier ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée ou à toute personne physique ou morale de leur choix.

Conformément à l'article R.22-10-28 du Code de commerce, tout actionnaire ayant déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission ou une attestation de participation ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.

Il est précisé que pour toute procuration donnée par un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée générale émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Le site VOTACCESS sera disponible à compter du mercredi 26 mars 2025.

La possibilité d'exercer par Internet ses droits de participation à l'Assemblée générale prendra fin la veille de l'Assemblée, soit le mardi 29 avril 2025 à 15h00 (heure de Paris). Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel du site VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'Assemblée générale pour voter par Internet.

1. Assister physiquement à l'Assemblée générale

1.1 - L'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif pourra :

- se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité ; ou
- demander une carte d'admission :
 - soit auprès des services de Uptevia – Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général De Gaulle – 92931 Paris La Défense Cédex ;

- soit, pour les actionnaires au nominatif pur : en accédant au site de vote via leur « Espace Actionnaire » à l'adresse <https://www.investors.uptevia.com/>.
Ils pourront se connecter à leur « Espace Actionnaire » avec leurs données de connexion habituelles (identifiant et mot de passe). Ensuite, ils devront suivre les indications affichées à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.
- soit, pour les actionnaires au nominatif administré : en accédant au site de vote via le site « VoteAG » <https://www.voteag.com/>.
Ils pourront se connecter à « VoteAG » en utilisant leur identifiant transmis sur le formulaire de vote papier ou sur la convocation électronique et leur code éphémère. Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications affichées à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission. Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le numéro mis à sa disposition :
 - depuis la France : 0 800 007 535
 - depuis l'étranger : +33 1 49 37 82 36.

1.2 - Le porteur de parts de FCPE :

a) dont le compte est tenu par BNP Paribas Epargne et Retraite Entreprise (BNPP ERE) :

- Pourra demander une carte d'admission en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS accessible via le site « Mon Epargne Entreprise » dont l'adresse est la suivante : <https://monepargne.ere.bnpparibas/>

Le porteur de parts de FCPE se connectera au site « Mon Epargne Entreprise » en utilisant ses identifiants de connexion habituels. S'il n'a pas encore activé son compte « Mon Epargne Entreprise », il pourra cliquer sur « *J'active mon nouvel espace personnel* » et suivre les instructions. Après s'être connecté, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

b) dont le compte est tenu par Natixis Interépargne :

- Pourra demander une carte d'admission en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS accessible via le site « VoteAG » dont l'adresse est la suivante : <https://www.voteag.com/>.

Le porteur de parts de FCPE se connectera au site « VoteAG » avec son identifiant transmis sur le formulaire de vote papier ou sur la convocation électronique et son code éphémère. Après s'être connecté, il devra suivre les indications affichées à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

1.3 - L'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur :

Il appartient à l'actionnaire au porteur de se renseigner afin de savoir si son intermédiaire financier, qui assure la gestion de son compte de titres, est connecté ou non au site VOTACCESS et, le cas échéant, les conditions d'utilisation du site VOTACCESS. Si l'intermédiaire financier de l'actionnaire est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son intermédiaire financier avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander sa carte d'admission.

2 **Voter par correspondance ou être représenté** en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée générale ou à toute autre personne :

2.1 - L'actionnaire dont les actions sont inscrites au nominatif pourra :

- soit renvoyer le formulaire de vote qui lui sera adressé avec la convocation à l'adresse suivante : Uptevia -- Assemblées Générales -- 90-110 Esplanade du Général De Gaulle -- 92931 Paris La Défense Cédex ;

Pour être pris en compte, les formulaires de vote papier devront être reçus par Uptevia au plus tard 3 jours calendaires avant la date de l'Assemblée générale, soit le dimanche 27 avril 2025.

- soit transmettre ses instructions de vote, ou désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée générale, sur le site VOTACCESS :
- pour les actionnaires au nominatif pur : en accédant au site de vote via leur « Espace Actionnaire » à l'adresse <https://www.investors.uptevia.com/>. Ils pourront se connecter à leur « Espace Actionnaire » avec leurs données de connexion habituelles (identifiant et mot de passe). Ensuite, ils devront suivre les indications affichées à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.
- pour les actionnaires au nominatif administré : en accédant au site de vote via le site « VoteAG » à l'adresse <https://www.voteag.com/>. Ils pourront se connecter à « VoteAG » avec leur identifiant transmis sur le formulaire de vote papier ou sur la convocation électronique et leur code éphémère. Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications affichées à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire. Dans le cas où l'actionnaire n'est plus en possession de son identifiant et/ou son mot de passe, il peut contacter le numéro mis à sa disposition :
 - depuis la France : 0 800 007 535
 - depuis l'étranger : +33 1 49 37 82 36.

Pour être prises en compte, les instructions de vote ou les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique devront être reçues au plus tard la veille de l'Assemblée, soit le mardi 29 avril 2025, à 15h00 (heure de Paris).

2.2 - Le porteur de parts de FCPE

a) dont le compte est tenu par BNP Paribas Epargne et Retraite Entreprise (BNPP ERE) pourra :

- soit renvoyer le formulaire de vote, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia -- Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général De Gaulle – 92931 Paris La Défense Cédex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote papier devront être réceptionnés au plus tard 3 jours calendaires avant la date de l'Assemblée générale, soit le dimanche 27 avril 2025.

- soit transmettre ses instructions de vote, et désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée générale, sur le site VOTACCESS via le site « Mon Epargne Entreprise » dont l'adresse est la suivante : <https://monepargne.ere.bnpparibas/>

Le porteur de parts de FCPE se connectera au site « Mon Epargne Entreprise » en utilisant ses identifiants de connexion habituels. S'il n'a pas encore activé son compte « Mon Epargne Entreprise », il pourra cliquer sur « J'active mon nouvel espace personnel » et suivre les instructions. Après s'être connecté, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.

b) dont le compte est tenu par Natixis Interépargne pourra :

- soit renvoyer le formulaire de vote, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia -- Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général De Gaulle – 92931 Paris La Défense Cédex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote papier devront être reçus par Uptevia au plus tard 3 jours calendaires avant la date de l'Assemblée générale, soit le dimanche 27 avril 2025.

- soit transmettre ses instructions de vote, et désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée générale, sur le site VOTACCESS via le site « VoteAG » dont l'adresse est la suivante : <https://www.voteag.com/>

Le porteur de parts de FCPE se connectera au site « VoteAG » avec son identifiant transmis sur le formulaire de vote papier ou sur la convocation électronique et son code éphémère. Après s'être connecté, il devra suivre les indications affichées à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter, ou désigner ou révoquer un mandataire.

Pour être prises en compte, les instructions de vote ou les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique devront être reçues au plus tard la veille de l'Assemblée, soit le mardi 29 avril 2025, à 15h00 (heure de Paris).

2.3 - L'actionnaire dont les actions sont inscrites au porteur pourra :

- demander le formulaire de vote auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée générale. Ledit formulaire de vote devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressé à : Uptevia -- Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général De Gaulle – 92931 Paris La Défense Cédex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote papier devront être reçus par Uptevia, au plus tard trois jours calendaires avant la tenue de l'Assemblée générale, soit le dimanche 27 avril 2025.

- si l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail Internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.
- si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire n'est pas connecté au site VOTACCESS, conformément aux dispositions de l'article R.225-79 du Code de commerce, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :
 - l'actionnaire devra envoyer un email à l'adresse : CT-mandataires-assemblees@uptevia.com
 - cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de l'émetteur concerné, date de l'Assemblée générale, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire ;
 - l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier d'envoyer une confirmation écrite au service Assemblées Générales de Uptevia -- Assemblées Générales – 90-110 Esplanade du Général De Gaulle – 92931 Paris La Défense Cédex.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte.

Pour être prises en compte, les instructions de vote ou les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique devront être reçues au plus tard la veille de l'Assemblée, soit le mardi 29 avril 2025, à 15h00 (heure de Paris).

C) Dépôt de questions écrites

Conformément à l'article L.225-108 alinéa 3 et à l'article R.225-84 alinéa 1 du Code de commerce, des questions écrites peuvent être adressées par tout actionnaire, au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale, soit le jeudi 24 avril 2025, au siège de la Société, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président du Conseil d'administration, 122-122^{bis} avenue du Général Leclerc – 92100 Boulogne-Billancourt ou par email à l'adresse électronique suivante : communication.actionnaires@renault.com.

Pour être prises en compte et donner lieu, le cas échéant, à une réponse au cours de l'Assemblée générale, les questions écrites doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription soit dans les comptes titres nominatifs tenus pour la Société, soit dans les comptes titres au porteur tenus par l'intermédiaire bancaire ou financier habilité (article R.225-84 du Code de commerce).

Le Conseil d'administration répondra au cours de l'Assemblée générale ou, conformément à l'article L.225-108 du Code de commerce, la réponse sera réputée donnée dès lors qu'elle est publiée sur le site Internet de la Société dans la rubrique consacrée aux questions-réponses accessible à l'adresse suivante : www.renaultgroup.com, rubrique Investisseurs/Assemblée générale. Conformément à la législation en vigueur, une réponse commune pourra être apportée aux questions écrites dès lors qu'elles présenteront le même contenu.

D) Droit de communication des actionnaires

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de cette Assemblée générale seront tenus, dans les délais légaux, à la disposition des actionnaires au siège de la Société sis 122-122^{bis} avenue du Général Leclerc - 92100 Boulogne-Billancourt.

En outre, les documents destinés à être présentés à l'Assemblée seront publiés sur le site Internet de la Société www.renaultgroup.com, rubrique Investisseurs/Assemblée générale à compter du 26 mars 2025, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

E) Retransmission audiovisuelle

Conformément à l'article R22-10-29-1 du Code de commerce, l'Assemblée fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct disponible via le lien suivant : www.renaultgroup.com. Un enregistrement de l'Assemblée sera consultable sur le site internet de la Société.

Le Conseil d'administration